



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-guerre-europeenne>

Actualité

La guerre européenne

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1122 - juillet 2011 -

Date de mise en ligne : dimanche 8 janvier 2012

Date de parution : juillet 2011

Description :

En écho à l'étude précédente, Jean-Pierre Mon rapporte l'avis d'un ancien économiste de Wall Street.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Jean-Pierre Mon s'inspire largement ci-dessous de la traduction qu'il fait d'un article de l'ancien économiste de Wall Street, Michael Hudson, publié le 5 juin 2011 dans la revue espagnole Sin permiso, selon lequel, dans l'Union européenne, les pays créanciers sont désormais en guerre contre les pays débiteurs. et c'est d'une guerre de classes qu'il s'agit :

Peu après que le parti socialiste ait gagné les élections à l'Assemblée nationale grecque, à l'automne 2009, il était évident que les finances publiques étaient complètement délabrées. En mai 2010, Nicolas Sarkozy fit une proposition qui consistait relever à 120 milliards d'euros le montant de l'aide que les gouvernements européens devraient apporter au système fiscal grec. Ce qui plongea la Grèce dans une dette que les banquiers de Wall Street avaient aidé à cacher grâce à des "techniques" comptables... dignes de Enron. Le système fiscal grec fonctionnait en siphonnant les recettes pour payer les banques allemandes et françaises qui achetaient des bons du Trésor grec (à des taux d'intérêts élevés et croissants).

Les banquiers s'activent maintenant à officialiser cette proposition, ce qui est indispensable pour encaisser les bons grecs à mesure qu'ils arrivent à échéance. Si ce plan est mis en oeuvre, les détenteurs actuels de bons feront ainsi d'énormes bénéfices. Le 1er juin dernier, l'agence de notation Moody's a abaissé la note de la dette grecque à un niveau presque nul (de B1, qui déjà était un niveau très bas, à CAA1), estimant à 50% la possibilité de faillite. Cet abaissement a permis de serrer encore plus la vis au gouvernement grec. Avec l'indépendance qu'ont les autorités européennes, observe Moddy's, « la probabilité augmente que les soutiens de la Grèce (le FMI, la BCE et la Commission européenne) aient bientôt besoin de la participation de créanciers privés pour une restructuration de la dette ».

Lancer une guerre de classes en Grèce pour sauver les banques privées allemandes et françaises

La condition nécessaire pour que démarre le nouveau "paquet" d'emprunts est que la Grèce se lance dans « une guerre de classes » en augmentant ses impôts et en réduisant ses dépenses sociales (y compris les retraites du secteur privé, qu'elle liquide) et qu'elle mette à l'encan ses domaines publics, ses espaces touristiques, ses îles, ses ports, l'eau et les réseaux d'égouts... Ce qui augmentera le coût de la vie et érodera encore plus la compétitivité, déjà limitée, des exportations du pays. C'est cette politique que les banquiers appellent hypocritement un sauvetage des finances grecques !

En fait, ce qu'il s'agissait de sauver, il y a un an en mai 2010, outre quelques investisseurs étrangers, c'est surtout les banques françaises, détentrices d'un milliard d'euros en bons du Trésor grec, et les banques allemandes qui en accumulaient quelque 23 milliards. Le problème à résoudre était de réussir à persuader les Grecs de soutenir cette proposition. Et le Premier ministre socialiste, George Papandréou, récemment élu, paraissait capable de la faire adopter par son électorat, qui était habitué aux politiques suivies par les partis néolibéraux socio-démocrates et travaillistes de toute l'Europe : privatiser les structures de base et compromettre les revenus futurs pour payer les banquiers.

C'était l'occasion rêvée pour mettre en oeuvre la rigueur financière et s'emparer de biens publics. Les banquiers accordaient facilement des prêts pour financer des achats privés de réseaux téléphoniques, de loteries et de paris publics, des ports de marchandises et autres monopoles. Et le paquet de crédits apporté par l'UE allait permettre de maintenir la Grèce dans l'eurozone assez longtemps pour que les classes riches puissent sortir leur argent du pays

avant que la Grèce ne soit forcée d'abandonner l'euro et de revenir à un drachme qui sera rapidement dévalué. Jusqu'à ce qu'arrive ce retour à une monnaie propre en chute libre, la Grèce n'aura qu'à suivre les politiques balte et irlandaise de "dévaluation interne", c'est-à-dire de déflation salariale et de réduction des dépenses publiques (sauf pour payer le secteur financier) afin de réduire l'emploi et contrôler ainsi le niveau des salaires.

En fait, ce qui est dévalué grâce à ces programmes d'austérité ou de dévaluation monétaire, c'est le prix du travail. Celui-ci est, en effet, le principal coût interne puisqu'il existe un prix mondial commun pour les combustibles, pour les minerais, pour les biens de consommation, les aliments et même pour les crédits. Et si la "dévaluation interne" (avec un chômage qui induit la chute des salaires, en commençant par le secteur public) ne suffit pas à réduire les salaires, la dévaluation de la monnaie fera le reste.

C'est ainsi que la guerre des pays créanciers contre les pays débiteurs se transforme en Europe en lutte de classes. Il reste que pour imposer une telle réforme néo-libérale, il faut que la pression extérieure puisse passer outre à l'avis de Parlementaires nationaux, démocratiquement élus. Ou bien que lorsqu'on agit contre leurs intérêts, les électeurs de tous les pays finissent par être aussi passifs que ceux de Lettonie et d'Irlande.

Or, à mesure que se déroulait ce scénario tout au long de l'an dernier, la majorité de la population grecque s'est aperçue de ce qui allait arriver. Selon Manolis Glezos, membre de la gauche grecque, « Papandreou lui-même a admis qu'il n'avait pas droit au chapitre en ce qui concerne les mesures économiques qui s'abattent sur nous. [...] Elles ont été décidées par l'Union européenne et le FMI. Maintenant nous sommes sous surveillance étrangère, ce qui pose la question de notre indépendance économique, militaire et politique ». Même le dirigeant conservateur Antonis Samaras a déclaré, le 27 mai dernier, alors qu'avançaient les négociations avec la troïka européenne : « Nous ne sommes pas d'accord avec une politique qui tue notre économie et détruit notre société... La Grèce n'a qu'une issue de sortie possible : la renégociation de l'accord de sauvetage avec l'UE et le FMI. »

Mais pour les créanciers de l'Union européenne, au contraire, « rejeter l'accord, en menaçant, signifierait un retrait des fonds d'une telle importance qu'il provoquerait un effondrement bancaire total et l'anarchie économique ».

Les Grecs ne se résignent pas. Les grèves qu'ont lancées les syndicats du secteur public se sont rapidement généralisées en un mouvement national : « Je ne paie pas ! ». Les Grecs refusent de payer pour utiliser les autoroutes ou pour d'autres services publics. La police et d'autres percepteurs s'abstiennent d'obliger les gens à payer. Ce consensus populaire naissant a conduit le premier ministre luxembourgeois, Jean Claude Juncker, à lancer une menace identique à celle que le britannique Gordon Brown avait proférée contre l'Islande : « si la Grèce ne se plie pas aux exigences des ministres des finances européens, ceux-ci bloqueront l'octroi des crédits que l'UE et le FMI ont promis pour juin ».

Cette mesure bloquerait aussi les paiements du gouvernement grec aux banques étrangères et aux fonds spéculatifs qui ont acheté une dette grecque toujours plus dépréciée. Pour beaucoup de Grecs, c'est comme si les ministres des finances de l'UE menaçaient de se tirer une balle dans le pied. S'il n'y a pas d'argent pour payer, les détenteurs étrangers de bons du Trésor grec souffriront eux aussi, au moins jusqu'à ce que la Grèce réussisse à redresser son économie. Mais il s'agit d'un « SI » majuscule ; le Premier ministre socialiste Papandreou, émule de la social-démocratie islandaise, a fait pression pour obtenir un "consensus" afin d'obéir aux ministres des finances de l'UE.

Les partis d'opposition avaient refusé son dernier train de mesures d'austérité, alléguant que le serrage de ceinture accordé en échange d'une rançon de 110 milliards d'euros dévitaliserait totalement l'économie.

Mais, fin juin, le Parlement grec a fini par céder à la pression, il a adopté ces mesures.

Ce qui est en question

La question, en Grèce comme en Irlande, en Espagne, au Portugal et dans le reste de l'Europe, est de savoir si ces pays finiront par détruire le réformisme démocratique pour tomber dans une oligarchie financière.

Le but des financiers est de "contourner" les parlementaires pour exiger un "consensus" donnant la priorité aux créanciers étrangers et à l'ensemble des mesures de rigueur économiques. Il est donc exigé des Parlementaires qu'ils renoncent à leur pouvoir politique législatif. Ce qu'on appelle maintenant "marché libre" désigne en fait une planification centralisée... gérée par les banquiers centraux.

C'est un asservissement à la dette !

Les marchés sont "libres" pour que ceux qui privatisent fassent désormais payer des prix de monopole pour les services de base, "libérés" du contrôle des prix et de toute régulations anti-oligopoles, "libres" de limitations de crédits pour protéger les emprunteurs, et surtout libres d'interventions de la part de Parlements élus.

C'est par une véritable perversion de langage que l'on nomme maintenant "alternative à la dépendance" un processus de fixation des prix pour les biens publics (transports, communications, terres,...) soustraits au service public.

Ce qui se dessine à l'horizon c'est en fait la voie vers véritable néo-féodalisme financier

Cette nouvelle philosophie économique est l'échec de notre époque.

La concentration du pouvoir financier en dehors de toute démocratie était déjà inhérente à la façon dont commençait à se forger la planification centralisée de la finance : la Banque centrale européenne n'a derrière elle aucun gouvernement élu qui puisse collecter des impôts ; la constitution de l'UE interdit à la BCE d'aider financièrement les gouvernements ; les accords avec le FMI lui interdisent aussi d'aider les pays ayant des déficits budgétaires. « Un État ne peut obtenir de crédits du FMI que s'il en a besoin pour rétablir sa balance des paiements ou ses réserves de devises pour faire des achats ». La Grèce, l'Irlande et le Portugal ne sont pas à court de réserves internationales... Le FMI fait ; en devises, les prêts qu'il doit faire. La Banque fédérale allemande l'a rappelé très clairement dans son rapport de mars dernier : « Toute contribution financière du FMI pour résoudre des problèmes qui n'exigent pas de monnaie étrangère - comme le financement direct des déficits budgétaires - serait incompatible avec son mandat monétaire ».

La morale est simple : quand il s'agit de sauver les banques, on ignore les règles afin de satisfaire aux besoins d'une "plus haute nécessité" qui est d'éviter les pertes aux banques et à leurs associés de la haute finance. Ce qui contraste vivement avec la politique du FMI envers les travailleurs et les "contribuables". La guerre des classes est revenue et les banquiers en sont les vainqueurs.